



S'il est difficile pour les journalistes de travailler en Turquie, il en est de même pour les associations qui se rendent au Kurdistan de Turquie tant les pressions les contrôles, et la surveillance sont omniprésents.

26° mission au Kurdistan Nord
(Turquie du Sud-est)
Heyeta 26°emîn li Bakura Kurdistanê
18 au 31 mars 2017

Les Amitiés kurdes de Bretagne
Newroz à Diyarbakir



Newroz 2017 : un Newroz de lutte dans l'unité

Éminemment politique et fortement symbolique, le Newroz, le nouvel an kurde, fut cette année la célébration de l'insoumission. Un chant d'union et de révolte face à tous ceux qui souhaiteraient n'entendre que le silence imposé par le bruit des armes et le fracas des bombes.

Cette fête du printemps ne porte pas les mêmes couleurs que les années précédentes. Ni Abdullah Öcalan, ni Selahattin Demirtaş, ni Figen Yüksekdağ n'ont pu porter leurs mots sur l'esplanade du Newroz cette année : leurs voix sont restées cloisonnées entre les murs de leurs cellules. C'est Ahmet Türk qui, libéré quelques semaines auparavant, prend la parole sous les applaudissements de la foule pour lancer un message d'espoir et de lutte, teinté d'optimisme mais réaliste sur les combats qu'il leur faudra bientôt mener :

"Nous savons bien que les Kurdes ne se mettront jamais à genoux devant l'Etat turc. Nous allons gagner. Personne ne doit en douter. Il n'y a pas d'autres chemins que celui tracé par Abdullah Öcalan lors du Newroz de 2013".

Le ciel se charge, l'électricité dans l'air devient palpable, 350 000 personnes réunies pour défendre leur droits à exister, une foule qui fait tomber les barrières et s'empare de la scène, affiche d'énormes portraits d' "Apo" (Abdullah Öcalan) et des camarades tombés lors du soulèvement à Sur. Les chants en kurde se font de plus en plus forts, les slogans de soutien à Apo de plus en plus nombreux et la foule de plus en plus compacte et unie quand les organisateurs prennent le micro. Les forces de l'ordre viennent de les prévenir : il faut arrêter slogans et chants « terroristes ». La menace est réelle : des snipers sont postés sur les toits alentours. Il est 14h00 : la musique s'arrête. Le Newroz de 2017 aura quand même eu lieu à Diyarbakir.

J'ai eu l'honneur de conduire cette délégation des Amitiés kurdes de Bretagne dont le voyage fut perturbé, avant même son départ de Paris par un attentat à l'aéroport d'Orly occasionnant un retard qui obligea certains membres de la délégation à déclarer forfait.

La suite ne fut pas non plus des plus aisées : s'il est difficile pour les journalistes de travailler en Turquie, il en est de même pour les associations qui se rendent là-bas tant les pressions les contrôles, et la surveillance sont omniprésents

Ce rapport que nous présentons est le fruit d'un travail d'expertise minutieux qui s'appuie aussi sur un travail quotidien de plus de vingt années au cours desquelles l'association a su se constituer un réseau solide et tisser des liens durables.

*Tony Rublon,
Président des Amitiés kurdes de Bretagne*



DELEGATION NEWROZ 2017

Suite à l'appel du HDP Europe (*Parti Démocratique des Peuples*) à venir célébrer le Newroz (le nouvel an Kurde) en Turquie, une délégation s'est rendue au Bakûr (le Kurdistan de Turquie) du 18 au 31 mars 2017.

L'objectif de cette délégation était d'apporter notre soutien aux Kurdes, aux partis politiques d'opposition et aux diverses organisations de la société civile, affaiblies et mises en danger en ces périodes où la liberté d'expression est bien souvent sacrifiée sur l'hôtel de la violence et de la barbarie. Il s'agissait également de rapporter des informations et de se documenter sur l'évolution de la situation au Kurdistan turc. Assister aux festivités du Newroz de Diyarbakir était évidemment un élément central dans le déroulement de cette mission qui nous emmena par la suite jusqu'à Van en passant par Mardin et Nusaybin. Les tensions et la complexité de la situation politique dans la région ne nous ont pas permis pas d'évoluer librement, ce qui limita les rencontres et réduisit les possibilités de pouvoir nous rendre dans des zones où les couvre-feux avaient été récemment levés, comme le village de *Kuruköy*, près de Nusaybin. Plusieurs districts de Mardin, Nusaybin et Cizre étaient alors sous couvre-feu, des opérations militaires ayant été lancées le jour de notre arrivée à Mardin. Nous avons également été à la rencontre des Yézidis avec qui nous avons travaillé dans le cadre du partenariat entre la ville de Rennes et de Diyarbakir. Jusqu'en décembre 2016, ces Yézidis étaient dans le camp de Fidanlik géré par la municipalité de Diyarbakir. Suite à la destitution et l'emprisonnement des co-maires, le camp a été fermé par l'administrateur AKP et ses occupants déplacés vers un camp de l'AFAD (*La Direction de la gestion des catastrophes et des urgences, rattachée et placée sous le contrôle du bureau du premier ministre*) à Midyat, où nous avons pu rencontrer *Merat* (nom d'emprunt). Nous nous sommes ensuite rendus à Van afin de rencontrer syndicats et associations en lutte contre les dérives autoritaires d'Erdoğan.



Les contacts avec qui nous travaillions précédemment, personnes de confiance avec qui de solides relations ont été établies au cours des années, subissent également ces pressions et sont, pour certains emprisonnés, pour d'autres volontairement restés hors de nos rencontres afin de ne pas éveiller l'attention et la suspicion. Ce rapport a l'ambition de porter, autant que faire se peut, la parole de l'opposition et de la société civile hors des frontières turques tout en offrant une vision interne d'une société kurde soumise aux violences étatiques d'un gouvernement de moyens dictatoriaux pour asseoir son autorité et imposer sa domination.

Chronologie indicative

Août 2014 : Recep Tayyip Erdoğan est élu président de la République de Turquie avec 52% des voix.

Juin 2015 : les élections législatives font entrer au parlement 80 députés du HDP (*Parti Démocratique des Peuples*), soit 13.12% des suffrages exprimés. Erdoğan, dont le parti, l'AKP (*Parti de la Justice et du Développement*) perd la majorité au parlement, invoque déjà la possibilité d'organiser de nouvelles élections législatives au plus tard, dans l'année.

14 juin 2015 : fin de la bataille de Kobanê, en Syrie.

20 juillet 2015 : *Massacre de Suruç* : attentat revendiqué par DAESH lors d'un rassemblement des membres de la Fédération des Jeunes Socialistes dans la ville de *Suruç* (34 morts). Le gouvernement turc est accusé de complicité. Cet évènement marque la fin du processus de paix et relance le conflit à l'est de la Turquie.

12 -14 août 2015 : Déclaration d'autonomie des villes de l'Est de la Turquie : Sirnak, Silopi et Cizre (12 /08) ; Nusaybin et Yüksekova (13/08) ; Varto, Bulanik, Hakkari, Sur et Silvan (14/08)

Septembre-octobre 2015 : début des sièges de Cizre, Sirnak, Hakkari, Sur par l'armée turque.

9 septembre 2015 : *La « nuit de cristal »* : 400 locaux du HDP sont attaqués par des militants AKP à travers tout le pays ; des centaines de magasins tenus par des Kurdes sont vandalisés et plusieurs kurdes agressés, certains même poignardés. Les bureaux de la presse d'opposition sont attaqués par des centaines de personnes à coups de bâtons et de jets de projectiles. C'est même un député AKP qui prit la tête des assaillants lors d'une attaque d'un bureau d'Hurriyet à Istanbul.

Novembre 2015 : Des élections législatives anticipées sont organisées. Suite aux multiples pressions sur les régions ayant votées HDP lors des élections de juin, le Parti Démocratique des Peuples (HDP) ne remporte cette fois que 10,76% des voix et 59 sièges au parlement. L'AKP remporte la majorité des sièges, 316 sur un total de 550, lui permettant de diriger seul mais pas de modifier la constitution.

28 novembre 2015 : Assassinat de *Tahir Elçi*, bâtonnier de Diyarbakir. Figure de la cause kurde, abattu en pleine rue quelques jours après avoir affirmé que « *le PKK n'est pas une organisation terroriste* ».

2 Décembre 2015 -31 mars 2016: Blocus général instauré à Sûr, quartier de Diyarbakir, après plusieurs semaines d'affrontements urbains. Couvre-feu instauré à Hakkari

18 mars 2016 : signature entre l'Union Européenne et la Turquie de l'accord sur les migrants : aide financière de l'Europe à la Turquie de 6 milliards d'euros

Février –juin 2016 : début des couvre-feux dans la région d'Hakkari, Nusaybin et Sirnak

15 juillet 2016 : tentative de coup d'Etat militaire contre Erdoğan : 234 morts, 2191 blessés

20 juillet 2016 : instauration de l'état d'urgence en Turquie et début d'une purge avec 47 000 mises en détention. Fermeture de 156 médias et de 375 associations dès les premiers jours de l'état d'urgence suivi de 100 000 licenciements dans le service public, majoritairement des enseignants et des militaires.

Octobre- novembre 2016 : Vague d'arrestations dans la presse d'opposition et dans le milieu académique. Arrestation des principaux leaders du HDP et des co-maires ; destitution des élus HDP, mise sous tutelle des municipalités et nomination d'administrateurs issus de l'AKP remplaçant les maires destitués.

16 avril 2017 : victoire du «oui» au référendum pour la présidentialisation du régime : le pouvoir exécutif appartient désormais au président qui a également la haute main sur le pouvoir législatif et judiciaire.

Remerciements

Gulistan Akel (ex co-maire de Batman) , Metin Dinar (ex co-maire de Kulp) , Abduselam Inceören (secrétaire général de l'antenne de l'IHD de Diyarbakir) , les représentants syndicales du KESK (confédération des syndicats des travailleurs du service public) de Van et Diyarbakir , Fahri Azhay, secrétaire général de TUHAD-FED , Erhan CIFTCILER (de la plateforme des avocats pour la liberté) , Mustafa Ocarlik (ex- association ROJAVA), Murat Melet, (président de l'antenne de l'IHD de Van) ,les membres d'EKO-JIN à Van et à Diyarbakir, les journalistes de SUJIN , Yunus PARIM (Vice co-président HDP (section de Van)), Bedia Özgökçe Ertan (Députée HDP de la province de Van) et notre ami Merat du camp de Midyat. Et spécialement un grand merci aux membres du HDP de Mardin, Van et Diyarbakir, à Suleyman (Hakkari), à Naci (Van) et à Xezal (Diyarbakir), sans oublier notre fidèle interprète.

CONTEXTE

Les Amitiés kurdes de Bretagne, soutenues par la ville de Rennes, qui par ailleurs développe un partenariat avec la ville de Diyarbakir, se sont régulièrement rendues à Diyarbakir (*Amed en kurde*) au cours des dernières années, permettant ainsi de suivre de l'intérieur la situation politique et sociale des Kurdes de Turquie. Certains de nos membres étaient présents lors de l'arrestation de Gültan Kisanak, d'autres étaient présents lors de la levée du couvre-feu et pendant le blocus de Sur. La Mairie métropolitaine de Diyarbakir nous permettait alors de travailler avec des structures associatives et politiques qui nous offraient un champ d'action suffisamment large pour pouvoir nous documenter sur la situation et rapporter l'évolution des droits politiques et culturels des Kurdes de Turquie.

Loin d'affaiblir le pouvoir d'Erdoğan, la tentative de coup d'Etat de juillet dernier l'a considérablement renforcé, Erdoğan se servant des ennemis intérieurs, FETO (La confrérie Gülen accusée d'avoir fomenté le coup d'Etat), les Kurdes, les mouvements de gauche... et des dispositions de l'Etat d'urgence pour affirmer de manière totalitaire son pouvoir et se lancer dans une purge aux conséquences encore difficiles à mesurer. Plusieurs déclarations chocs, comme un retour de la peine mort ou la dépénalisation des viols sur mineurs, ont illustré sa volonté de vouloir s'imposer par la force, autant sur le plan de la politique intérieure, que sur la scène extérieure, de faire taire l'opposition intérieure et l'opposition extérieure. Depuis le coup d'Etat, plus de 120 journalistes ont été emprisonnés, la grande majorité attendant encore leur jugement. Parmi ces journalistes se trouvent des étrangers comme les allemands Deniz Yucel et Mesale Tolu, et les français Olivier Bertrand et Mathias Depardon, qui ont été, tous deux, depuis libérés.

La situation à Diyarbakir ne s'est donc pas améliorée entre le dernier rapport de la *CNSK (la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan)* de mai 2016 et cette dernière délégation de mars 2017. Il n'y a plus aujourd'hui, dans la province de Diyarbakir, une seule mairie dirigée par le HDP, tous les maires ayant été destitués. L'occupation s'est amplifiée et la présence des forces de l'ordre, quoique visiblement plus discrète dans la ville, reste importante auprès des lieux culturels et administratifs. Tous les bâtiments municipaux sont parés de l'habit protégeant les casernes militaires (barrières anti-émeute, blocs de béton),



et protégés par les forces de l'ordre, policières et militaires. De même pour les organisations de la société civile : bureaux fermés, placés sous scellés, organisations dissoutes et interdites de poursuivre leurs activités. Les quartiers de Sur, qui ont

été placés sous couvre-feu en décembre 2015 sont, dans leur grande majorité, toujours rendus inaccessibles par des blocs de béton bloquant les rues piétonnes du centre-ville. Aucun doute sur ce qui se cache derrière : un terrain vague, un espace totalement rasé, semblable à ceux que l'on peut trouver à Nusaybin, Cizre ou Silopi. 18 villages entre *Kulp* et *Lice* sont sous couvre-feu et assiégés depuis la fin du mois de février. Des opérations antiterroristes ont commencé le long de la frontière avec la Syrie dans les localités de *Kurukoy* où le couvre-feu a été levé mais pas l'état de siège. Les opérations militaires sont menées dans ces villages selon le même mode opératoire que celles menées l'an passé dans le quartier de *Cudi* à Cizre, ou de *Sur* à Diyarbakir : couvre-feu et état de siège, destruction d'habitations et de bâtiments culturels, violences et torture de civils, blocus pendant plusieurs semaines suivi de la destitution des autorités locales.

Des administrateurs AKP nommés par le Pouvoir central

Depuis 2014, le HDP administrait 105 municipalités. Comme le rappelle *Gulistan Akel*, ex co-maire de Batman :



"Les expériences de gouvernance locale se sont développées autour de 4 axes : l'écologie, l'économie sociale, la participation des habitants à la culture et l'émancipation de la femme. Notre projet était celui d'une autonomie administrative et économique. Nous avons créé des structures locales afin de pouvoir développer ce projet de société et ce sont ces structures que les administrateurs ont fermées en premier afin de détruire le projet d'organisation locale et d'exclure la population de la gestion de leur ville".

Le système de coprésidence paritaire a été installé depuis 2014. Ce symbole a été l'un des premiers attaqués : tous les co-maires ont été remplacés par des hommes. A Batman, les centres culturels kurdes offraient des cours de kurde et participaient également à développer l'artisanat, la culture, la musique ... ces structures ont été fermées et remplacées par des centres culturels turcs, promouvant la langue, la musique, la culture turque... ils proposent maintenant, à la place des cours de musique traditionnelle kurde, des cours sur la musique classique turque.

Gulistan Akel, ex co-maire de Batman

La situation à Diyarbakir est en tout point comparable. Quelques semaines après son investiture, le 2 novembre 2016, *Cumali Attila*, administrateur de Diyarbakir, décida de faire tomber le lion solaire qui trônait sur les marches de la mairie métropolitaine de Diyarbakir, symbole de l'héritage zoroastrien. En janvier dernier il ordonna la destruction du monument érigé en 2013 en hommage aux 34 civils kurdes tués à Roboski en 2011 sous les bombes de l'aviation turque. Le centre culturel kurde (*Dicle firat kültür evi*) a été fermé en janvier tout comme la maison des bardes (*DengBej Evi*) : le patrimoine, la culture et l'histoire

kurde ont été là aussi les cibles prioritaires d'une politique de turcisation qui vise à imposer la culture turque sur tout le territoire.



monument érigé à Diyarbakir en 2013 et ...



rasé en 2017

" Nous sommes dans un système centralisé et les décisions municipales sont organisées et imposées par le centre, nous ne pouvons prendre que très peu de décision. Les dotations municipales sont faibles et les impôts sont redistribués à hauteur de 50 % aux municipalités, taux qui se réduit à 25% pour les municipalités HDP/DBP. [Le DBP (Parti démocratique des régions) soutient au niveau national le HDP (Parti Démocratique des Peuples), et maintient une représentation politique au niveau régional]. Toutes les municipalités dépendent du gouvernement. L'urbanisme et TOKI (Administration turque de développement de l'habitat) en sont de parfaits exemples : ce n'est pas la mairie qui donne les permis de construire mais le ministère de l'urbanisme. Cette centralisation du pouvoir vise à imposer un changement de mode de vie, à rendre les gens dépendant du centre et de son système, en faisant planer le risque de la pauvreté et de la misère ".

Metin Dinar, ex co-maire de Kulp (Pasur en Kurde), confirme lui aussi ce mode opératoire : quelques jours après sa destitution, toutes les structures culturelles et sociales ont été fermées.



Metin Dinar, ex co-maire de Kulp

"Ils s'attaquent non seulement à notre culture mais également à notre économie. Kulp est à l'origine un village arménien célèbre pour son activité d'élevage de ver à soie. De nos jours, 400 familles vivent de l'élevage de ver à soie lors de la saison, et une usine, créée par la préfecture, emploie plus de 40 personnes à l'année. Ces activités sont actuellement interdites et l'usine a été fermée".

Kulp a été placé sous couvre-feu pendant une dizaine de jours suivi d'un blocus réveillant les stigmates d'une histoire encore récente : dans les années 1990, le village avait été incendié et détruit par l'armée turque. La peur de voir l'histoire se répéter est grande pour les habitants de ces villages qui ont connu la folie destructrice des années 1990. Peur d'autant plus justifiée que le gouvernement a recruté il y a quelques mois, plusieurs milliers de gardiens de villages dans les provinces kurdes de Turquie. Dans le district de Kulp, où vivent 32 000 personnes, plus de 200 nouveaux gardiens de villages ont été recrutés.

" Ces gardiens de village sont des habitants de Kulp. Les gens trouvent dans ces emplois un moyen de survie, ce qui permet au gouvernement de diviser la population de semer le doute et la paranoïa au cœur même de notre ville. Ils sont entrain de déstabiliser et de déployer des forces partout... il semble qu'ils se préparent à commencer une guerre".

Les administrateurs AKP nomment les personnes qui travaillent dans les mairies : ils emploient et licencient le personnel à leur guise, initient de nouvelles politiques culturelles, sociales et modifient en profondeur l'urbanisme. Un projet de reconstruction est actuellement à l'étude sur les décombres des anciens quartiers historiques de Sur à Diyarbakir, de Cudi à Cizre, à Sirnak et Silopi. Les quartiers détruits sont devenus propriété de TOKI (Administration turque de développement de l'habitat) qui décide des nouveaux projets d'urbanisation. L'objectif du gouvernement est de lancer une politique de modification démographique, de finaliser les déplacements de population en favorisant les reconstructions sur de nouvelles bases démographiques.



Plan du nouveau Sur à Diyarbakir

"L'exemple de Maras est très parlant. Anciennement à majorité alevi, on n'y compte aujourd'hui plus que 500 Alevis. Le gouvernement a installé un camp près de Maras où se sont installés près de 27 000 Syriens arabes qui sont à terme amenés à s'installer dans la ville de Maras, entraînant un profond bouleversement démographique aux conséquences sur le fonctionnement religieux et social de la ville, dessinant également un nouveau profil électoral".

Abduselam Inceören, secrétaire général de l'antenne de l'IHD de Diyarbakir

Dans la province d'Hakkari, suite à la victoire du HDP aux élections législatives en 2015, la nouvelle équipe municipale souhaitait bétonner les routes principales pour améliorer la circulation et amener le gaz naturel dans les villages : ces projets n'ont jamais pu être menés à bien. La province ne possédait alors ni matériel, ni engin de construction et la municipalité n'avait pas accès aux ressources de l'Etat. Lorsque l'administrateur est arrivé, les travaux ont commencé : des entreprises



D'Ankara se sont déplacées avec le matériel de construction jusqu'à Hakkari et les subventions apportées par l'Etat ont permis à la nouvelle équipe de lancer les travaux. Le message est clair pour un ancien membre HDP de l'équipe municipale d'Hakkari, venu nous rencontrer à Van : « Si nous collaborons, si nous coopérons, ils peuvent améliorer nos conditions de vie. En revanche, si nous résistons ils feront de nos vies un enfer, ils nous écraseront ». A Sur, les habitants qui refusent de quitter leurs maisons et de se soumettre au chantage de l'administrateur AKP, voient leur conditions de vie se détériorer jour après jour : l'accès à l'eau et à l'électricité est d'abord coupé, puis les écoles sont fermées, les routes détruites et les destructions des habitations commencent sous les yeux des habitants.

Coup d'Etat : frappés de plein fouet par les purges, les syndicats résistent

Si le 15 juillet 2016 est marqué par l'échec de la tentative de coup d'Etat militaire, le 20 juillet est marqué par la première étape du coup d'état civil d'Erdoğan. Instauration de l'état d'urgence, gouvernance par décrets-lois, suspension ou mise en détention provisoire de plus de 50 000 soldats, policiers, fonctionnaires, juges et enseignants, fermeture des principaux médias et des associations, suspension des congés des fonctionnaires et obligation de présence afin d'éviter que certains ne prennent la fuite, mise en place de contrôles renforcés aux frontières ... Pour mettre en place le système présidentiel, Erdoğan s'est lancé dans une épuration de la société civile et de la société politique. La tentative de coup



d'Etat a permis à Erdoğan de légitimer les purges, affaiblissant par là même les principales forces de l'opposition dont font partie le HDP pour la sphère politique, et le KESK (*confédération des syndicats des travailleurs du service public*) pour la sphère civile. La rapidité avec laquelle les membres du KESK, les personnes soupçonnées de sympathie avec le PKK, d'appartenir au mouvement de Fethullah Gülen (FETO) ou à des partis politiques de gauche, ont été arrêtés ne laisse aucun doute sur le fait que des listes étaient d'ores-et-déjà rédigées, prêtes à être utilisées afin de réduire l'Etat, et ses membres, à la volonté d'Erdoğan.

Une délégation syndicale du KesK

Le KESK réunit 11 organisations syndicales dont les membres mènent des luttes syndicales mais sont également engagés dans la défense de la démocratie et le respect des droits de l'homme. Au lendemain du coup d'Etat, 3 000 membres du KESK ont été limogés.

"Dans le secteur de l'éducation 1443 personnes ont été limogées, dont 118 à Diyarbakir. Parmi ces dernières, toutes n'étaient pas kurdes. Un nombre important étaient des enseignants, des professeurs ou des académiciens qui ont pris la défense des Kurdes. Ces mêmes procédures ont été ouvertes à l'encontre d'enseignants qui donnaient des cours de kurde en option : ces enseignants ont été poursuivis pour avoir écrit en kurde le programme scolaire. Ils veulent maintenant déplacer les enseignants et les fonctionnaires de l'Est vers l'Ouest : un projet de 4 500 mutations est en cours. Toutes les branches, toutes les matières de l'éducation ont été touchées sauf les enseignants du Coran et d'histoire religieuse : de nouveaux postes ont même été créés".

Porte-parole d'Egitim Sen (syndicat des travailleurs de la santé), Diyarbakir.

"685 personnes du secteur de la santé et membre du S.E.S ont été limogées, 106 à Diyarbakir dont 38 femmes. Toutes les personnes en congés maladie ont été licenciées. Aucune n'a été remplacée affectant de manière importante la qualité des soins dispensés. Une fois limogé, il nous est presque impossible de retrouver de travail, il ne s'agit pas seulement d'une exclusion d'un emploi mais également du monde du travail. Nos noms se trouvent sur des listes et personne n'accepte d'employer ceux dont le nom figure sur ces listes. Une solidarité économique a alors été mise en place au sein du syndicat de manière à ce que chacun puisse recevoir chaque mois une somme d'argent qui puisse lui permettre de vivre de façon décente".

Porte-parole du SES (syndicat des travailleurs de la santé), Diyarbakir.

La co-présidente de l'antenne du KESK à Van a été limogée le 20 juillet 2016, après 28 ans de travail en tant que fonctionnaire. Licenciée parce que kurde, elle n'a ni le droit de lutter dans la rue, ni celui de lutter juridiquement pour récupérer son emploi. Elle a appris son licenciement en trouvant son nom sur une liste du journal officiel : *"le journal officiel déclare que telle disposition a été prise grâce à un décret. Les personnes qui doivent être destituées ou licenciées sont uniquement nommées sur ce journal : c'est en le regardant qu'un fonctionnaire ou un enseignant apprend qu'il vient de perdre son travail. Si vous l'apprenez avant, c'est que vous avez été arrêté par la police. Il suffit d'écrire un nom sur journal officiel, sans motif*

nécessaire, pour devenir suspect, être licencié, interdit de travailler dans le secteur public et fortement déconseillé dans le secteur privé. Pour les titularisations, il y a des enquêtes de police, des fouilles dans les domiciles et chez les proches. Les licenciements ont créé des vides importants, certains établissements ne peuvent plus répondre aux besoins de santé, certains pôles de nos hôpitaux fonctionnent en sous-effectif depuis plusieurs mois".



Les décrets lois promulgués dans le cadre de l'état d'urgence donnent compétence à une commission spéciale sensée prendre en charge les démarches judiciaires suite aux limogeages. Erdoğan a annoncé la création de cette commission d'état d'urgence qui devra traiter les recours qui font suite aux licenciements. Les sept membres de cette commission seront nommés par Erdoğan posant ainsi de sérieuses questions sur la neutralité de son jugement. L'objectif est d'empêcher les opposants à se rendre devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) : pour pouvoir porter plainte à la CEDH, il faut, en effet, avoir *"épuiser tous les recours internes"* : la commission de l'état d'urgence constitue donc le dernier obstacle empêchant l'interpellation de la Cour Européenne.

Le monde associatif : entre répression et esprit de résistance

Près de 500 ONG ont été fermées depuis novembre 2016, le ministère de l'intérieur ayant suspendu leurs activités en vertu de l'article 11 de la loi relative à l'état d'urgence au nom du " maintien de la sécurité et de l'ordre public". En plus de ces arrêtés gouvernementaux, les administrateurs AKP ont condamnés des dizaines de locaux de représentation locale d'ONG sans préavis, scellant les bureaux et interdisant leurs activités. Les autorités locales n'ont pas eu à justifier leur décision et aucun recours juridique n'est envisageable pour les associations. Il s'agit là encore d'une violation du droit international. Amnesty international rappelle dans son rapport de Décembre 2016 sur la Turquie, qu'il s'agit d'une violation de l'article 22 du Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques ainsi que de l'article 11 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, visant tous deux à faire respecter le droit à la liberté d'association.

IHD, KURDI-DER, TUHAD-FED, DIKASUM, EKOJIN, ROJAVA...

Les Amitiés kurdes de Bretagne ont été amenées à travailler avec plusieurs d'entre elles lors des précédentes missions menées au Kurdistan : *KURDI-DER*, qui dispensait des cours de langue kurde ; la *ROJAVA*, association d'aide aux déplacés internes ; *TUHAD-FED*, Fédération des Associations de Solidarité aux Familles des détenus ; *DIKASUM*, Association de Défense des Femmes Kurdes Victimes de Violence ; *EKOJIN*, coopérative de production des femmes ; *IHD*, l'association turque des droits de l'homme et son président, *Raci Bilici* que nous avons rencontré à plusieurs reprises... De toutes ces associations, seule la dernière n'est pas fermée : seul l'*IHD* n'est pas encore tombé sous le coup de la répression mais les pressions qu'elle subit sont très importantes. Le 15 mars 2017 *Raci Bilici*, figure kurde de la lutte pour la défense des droits de l'homme, est arrêté par la brigade anti-terroriste. L'annonce de sa libération eu lieu lors de notre entretien dans les bureaux de l'association à Diyarbakir. Libéré mais placé sous contrôle judiciaire, *R. Bilici* est mis en examen avec interdiction de sortie de territoire et assignation à résidence, assortie d'une obligation de pointage au commissariat une fois par semaine. Cette situation pourrait durer jusqu'à son jugement puisque l'acte d'accusation est en cours d'écriture : il n'existe en effet pour le moment aucun chef d'inculpation contre lui.



Raci Bilici figure emblématique de la lutte pour la défense des droits de l'homme

Les activités des associations n'ont pas pour autant été interrompues. Les bureaux du *DBP*, sous haute surveillance des forces de l'ordre, hébergent les membres des associations qui ont continués malgré les risques et les menaces, à exercer leurs activités. Nous avons ainsi pu rencontrer à Van et à Diyarbakir des représentants des anciennes associations *ROJAVA*, *TUHAD-FED*, *TUYAD-DER* et d'*EKOJIN* dans les bureaux du *HDP* lors de rendez-vous non officiels. Dans certains cas, les membres de ces associations acceptent nos demandes d'entretien mais refusent que nous communiquions leurs noms. Ce fut le cas pour la représentante d'*EKOJIN*. Les rencontres avec l'*IHD* ont pu se faire dans leurs locaux à Diyarbakir et à Van, son rayonnement international la protégeant jusqu'à aujourd'hui d'une interdiction arbitraire. Notre rencontre avec l'avocat de l'*OHD* se fera, pour des raisons de discrétion, à Van dans un hôtel.

La situation dans les prisons : rencontre avec TUHAD-FED et TUYAD-DER

"En 2013, il y avait 3 800 prisonniers politiques en Turquie, dont 600 malades et 28 souffrant de



maladie grave. Des lois ont été votées afin de réduire les peines pour les prisonniers de droit commun. Aujourd'hui, il y a 11 000 prisonniers politiques dont un grand nombre sont en grève de la faim. Le 15 mars dernier, la grève de la faim a commencé pour dénoncer les conditions de détention et l'isolement d'Abdullah Ocalan. Les détenus qui commencent la grève de la faim sont déplacés afin que le mouvement ne prenne pas trop d'ampleur".

Fahri Azhay, secrétaire général de TUHAD-FED (Fédération des Associations de Solidarité aux Familles des détenus) de Diyarbakir.

Entre 2011 et 2014, 60 nouvelles prisons ont été construites en Turquie dont 6 dans la région du Kurdistan. Depuis le coup d'Etat, les détenus s'entassent dans les prisons et les déplacements de l'Est vers l'Ouest sont réguliers. « Officiellement on parle de 200 000 prisonniers en Turquie. Nous n'avons jamais vu un nombre aussi important de détenus, les prisons sont pleines. Comme nous le rapporte les prisonniers, " nous n'avons même pas de place où nous asseoir".

TUYAD-DER (l'Association d'aide aux détenus et à leur familles) à Van a également été fermée avec l'état d'urgence mais son activité n'a pas pour autant été interrompue, elle s'est prolongée en dehors du cadre associatif. Deux des dirigeants sont détenus et le nombre de membres actifs a fortement diminué du fait des risques encourus. Il y a 15 prisons en activité dans la province de Van, trois nouvelles sont en construction et une prison de haute sécurité a ouvert en janvier 2017. Plus de 1000 prisonniers politiques y sont incarcérés dont 300 au cours des 3 derniers mois

"Il y a de sérieuses violations des droits dans les prisons à commencer par la torture dont le recours est redevenu quelque chose de banal lors des arrestations. Les conditions de détention sont de plus en plus difficiles et les communications avec les détenus de plus en plus réduites. Depuis la fermeture de l'association, nous sommes en plus dans l'incapacité de publier les violations des droits de l'homme que nous constatons dans les prisons. Nous sommes obligés de changer nos moyens de communication : nous ne pouvons plus utiliser nos téléphones ou nos emails pour échanger avec les familles, nous n'avons plus de locaux donc nous prenons des rendez-vous dans des lieux publics" (Représentant de TUYAD-DER, Van)



L'opacité des conditions de détention, l'impossibilité pour les associations de soutiens et les ONG de pénétrer dans les prisons, le tout appuyé par un rapport d'Amnesty International dénonçant des cas de viols et de torture en prison... tous ces éléments devraient pousser la communauté internationale à ouvrir une commission d'enquête sur la Turquie. La délégation a rencontré à Van, *Erhan CIFTCILER*, jeune avocat de 25 ans, membre de l'association de juriste *Mesopotamia* et de la plateforme des avocats pour la liberté (ÖHD). Lors de cette rencontre officieuse, *Erhan* nous a décrit le fonctionnement d'un système judiciaire qui se délite, d'un gouvernement qui bafoue les droits de l'homme dans les prisons et enfreint la justice dans les tribunaux.

Entretien réalisé le 29 mars avec Erhan CIFTCILER



"Je suis du bureau des avocats de Van et je fais partie de la plateforme des avocats pour la liberté, qui interviennent pour défendre les droits de l'homme. Le simple fait de défendre ces droits et de faire partie de cette plateforme complique considérablement notre travail puisque nous sommes soupçonnés d'être nous-même membre du parti ou des soutiens actifs de la cause.

(dessin exécuté en prison par Kadir Dilsiz)

→ Entre dénonciation et « règle du secret » : une justice de l'arbitraire

Avec l'Etat d'urgence, la période maximale de garde à vue est passée à 30 jours. On nous rapporte régulièrement des cas de garde à vue ayant duré entre 22 et 25 jours mais la durée est généralement de 10 jours, lors desquels plusieurs détenus ont été victimes de tortures psychologiques et physiques. Pendant les cinq premiers jours, le détenu n'a pas le droit de voir son avocat.

La moindre dénonciation, la moindre suspicion peut justifier une mise en garde à vue. Le co-président de la section locale de Van de Mésopotamia a été détenu sur le simple fondement d'un témoignage dont les noms des auteurs ne peuvent être communiqués. La règle du secret s'applique jusqu'à ce que le procureur fasse son réquisitoire, l'avocat de la défense peut alors avoir accès au dossier, le jour du procès.

→ Violation des droits humains dans les prisons

Tous les visiteurs dans les prisons de type T (cellules collectives) sont fouillés à corps. Il est impossible aux membres des familles ou des associations de soutien aux prisonniers d'entrer avec quoi que ce soit dans les établissements pénitenciers : ni téléphone, ni cahiers, ni crayons. De cette façon, aucun témoignage direct ne peut sortir de l'enceinte de la prison.

L'accès aux soins est rendu volontairement compliqué, presque inaccessible dans certains cas. Quand les détenus doivent être hospitalisés, ils sont transportés dans des fourgons dans lesquels ils sont battus, insultés, humiliés.

L'exemple d'Ahmet Turk est loin d'être le plus commun : nous avons demandé sa libération pour des raisons de santé, l'institut médico-légal a donné un avis contraire mais les juges ont heureusement prononcé sa libération. Il y a 370 prisonniers gravement malades enfermés dans les geôles turques et nous ne pouvons plus rien faire afin de leur apporter de l'aide. Le 27 avril dernier, Mehmet Izdilbakan, prisonnier politique diabétique et cardiaque, est mort dans sa cellule de l'absence de traitements et de médicaments.

Les plus importantes violations des droits de l'homme ont lieu lors des fouilles au corps et lors des transferts des prisonniers lors desquels ils sont déshabillés et fouillés, s'ils refusent ils subissent des violences

physiques. Les transferts dans les prisons éloignées des lieux de vie des détenus posent plusieurs problèmes à commencer par l'impossibilité de se présenter physiquement au jugement, les détenus y sont virtuellement présents par un système de vidéo conférence. L'éloignement de la famille pose également un autre problème puisqu'il s'agit d'une entrave au droit de visite lorsque les prisonniers sont déplacés à plus de 1000 kilomètres vers l'ouest. Les transferts ne sont idéologiquement pas neutres, les prisonniers soupçonnés de soutenir ou étant membre de la guérilla sont envoyés dans des prisons marquées par le sceau du nationalisme.

→ Application de peine pour les prisonniers politiques

Les prisonniers de droits commun peuvent être libérés après avoir exécuté les 2/3 de leur peine alors que les prisonniers politiques doivent au moins en accomplir les ¾. Seuls les prisonniers de droit commun bénéficient d'une liberté conditionnelle sans autorisation préalable. Pour les prisonniers politiques, la libération conditionnelle n'est acceptée que si le détenu s'est repenti.

→ Les mineurs

Dès l'âge de 12 ans, les enfants peuvent être détenus si les juges estiment qu'ils sont responsables de leurs actes. La détention est rendue non-exceptionnelle sur un plan juridique et légal, dès l'âge de 15 ans. Les mauvais traitements qu'ils subissent sont assez similaires à ceux des adultes et la prison de Diyarbakir a montré qu'il n'y a que peu de différence dans les conditions de détention: lumières constamment allumées, injures, violences physiques et morales...

Il y a beaucoup de pression sur ces enfants qui se voient offrir une "protection" en échange d'un travail d'indigène comme infiltré "

→ Etre avocat dans la Turquie d'Erdoğan

Personne n'a la garantie de la liberté et de la sécurité en Turquie, et encore moins ceux qui protègent la loi et la justice : rappelez-vous l'assassinat de Tahir Elci, bâtonnier de Diyarbakir, tué en pleine rue... On subit de nombreuses pressions, car quand on défend ces détenus politiques, on nous traite comme des membres de ces mêmes organisations. Quand un avocat se distingue en se spécialisant sur la défense des droits des prisonniers politiques, il risque à son tour d'être placé en garde à vue car il est à son tour considéré comme un futur prisonnier politique.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme nous demande d'épuiser toutes les voies de recours juridiques internes avant de pouvoir leur déposer un dossier, mais le fonctionnement interne est soumis à l'arbitraire du pouvoir qui



Avec l'aimable autorisation de France-Kurdistan (DR)

ne respecte plus depuis longtemps le jeu démocratique. La seule décision importante de l'Europe a été la condamnation des attaques à Cizre. Nous attendons de l'Europe qu'elle condamne et agisse contre Erdoğan. Le chantage aux migrants empêche-t-il encore vos gouvernements de prendre position pour le respect des droits de l'homme et la défense de la démocratie ? » Entretien réalisé le 29 mars 2017, à Van.

Peut-on encore lutter pour la défense des droits de l'homme en Turquie ?

Rencontre avec l'association ROJAVA et l'IHD

- L'association ROJAVA

L'association ROJAVA a été imaginée comme un pont, une liaison entre ceux qui veulent aider et ceux qui ont besoin d'aide, un moyen pour apporter la solidarité internationale là où les frontières interdisent aux hommes de passer. Pendant le siège de Kobanê, elle coordonna toute l'aide locale et internationale, y envoyant environ quinze camions par semaine remplis de secours humanitaires. *Mustafa Ocarlik*, ancien co-président de l'association que nous rencontrons au siège du DBP de Diyarbakir, rappelle que l'objectif premier était de permettre aux personnes victimes des conflits de ne pas quitter leurs lieux de vie : « *en détruisant les lieux d'habitations, le pouvoir central voulait disperser la population. Par nos actions nous avons fait en sorte que la population locale reste sur place : ceux qui ont souffert de la guerre ont ainsi pu changer de quartier ou d'habitation tout en restant dans leur ville* ». Pour cette raison même, l'association dérangeait profondément le gouvernement qui, dès juillet 2016, gela leurs comptes, bloquant l'arrivée des dons internationaux qui finançaient en grande partie les activités de l'association. Lors d'une rencontre dans son bureau en juillet 2016, Mustafa nous disait « *il s'agit de la première étape de l'offensive du gouvernement. Nous n'avons plus accès à nos comptes qui sont bloqués par le gouvernement. Mais certains de nos donateurs continuent toujours de nous envoyer de l'argent sur ces comptes, somme auxquelles nous n'avons pas accès...* » Entretien réalisé le 29 mars 2017, à Van.



L'association ROJAVA au siège du DBP de Diyarbakir

On estime à 550 000 le nombre de personnes qui ont dû quitter leur logement suite aux destructions engendrées par les conflits. L'association a pu fournir des tentes aux habitants de Cizre, ce qui a permis à 95% des déplacés de rester à Cizre. A l'échelle nationale, 90% des personnes ont pu retourner dans leurs villes, si ce n'est dans leur logement, au moins dans leur quartier. La situation à *Sirnak* est néanmoins différente : 35 000 personnes ne peuvent rentrer chez eux, des milliers d'habitations sont détruites et plusieurs quartiers ont été rasés. A Nusaybin, 6 quartiers sont sous couvre-feu et en cours de destruction totale. La situation est la même à *Sûr* ou à *Igdir* où des projets immobiliers d'aménagement urbains sont en cours dans les zones détruites.

"Ces destructions ont entraîné de sérieux problèmes sanitaires : manque de logements et logements insalubres, accès à la nourriture et absence d'eau potable, hygiène... Entre 500 et 550 familles ont reçu notre aide alimentaire à 5 reprises, aide qui leur a permis de survivre : couvertures, vêtements, chauffages, repas ... Après le retour des populations, nous avons envoyé 1 500 frigidaires et nous avons fourni des repas chauds à Cizre et Sirnak. A Silvan, nous avons contribué à la reconstruction de centaines d'habitations, dont 250 maisons en fournissant le matériel. Ces activités ne sont ni soutenues ni tolérées par les autorités. Si nous étions dans un Etat de droit on aurait été récompensé mais nos activités vont à l'encontre des intérêts de l'Etat qui souhaite disperser et rendre ces populations, qui ont subi la guerre, économiquement dépendantes". (Mustafa Ocarlik)

La coopération internationale est toujours active et a su s'adapter aux pressions du gouvernement. Il s'agit maintenant de financements directs, de parrainages entre des familles européennes et des familles kurdes, d'entrepreneurs européens finançant des entreprises de reconstruction locale... un partenariat d'aide médicale est même en train de se développer avec l'Allemagne.

" Nos activités ont toujours été menées de manière transparente. C'est le Sultan qui a envoyé des inspecteurs à sa solde et qui, malgré l'absence de preuves, a décidé de nous interdire et de fermer nos locaux. Mais nous sommes itinérant, nous n'avons pas besoin d'un local pour travailler : ils ne pourront pas nous empêcher de mener à bien nos activités. Maison par maison, foyer par foyer, famille par famille nous recensons et réparons les préjudices commis par les forces de l'Etat turc et subit par les familles comme, en ce moment, à Kurukoy. Un rapport sera publié dans quelques semaines par l'IHD sur la situation dans ce village où personne n'a pu se rendre pendant plusieurs semaines". (Mustafa Ocarlik)



Centre de Nusaybin : zone rasée à la suite des combats urbains

- **L'IHD, membre de la FIDH (Fédération internationale des Droits de l'Homme)**

Même si l'IHD n'est pas encore fermée, même si ses bureaux sont encore ouverts à Van et à Diyarbakir, les pressions exercées par le gouvernement contre ses membres sont très importantes. Nous rencontrons *Murat Melet*, président de l'antenne locale, dans les bureaux de l'IHD à Van qui nous raconte son arrestation à Ankara quelques jours avant notre entretien à Van :

" J'ai été placé en garde à vue il y a quelques jours alors que je me rendais à Ankara pour le travail : la police m'attendait à la sortie de l'avion avant de m'amener devant un juge qui m'a posé la question suivante : " Pourquoi critiquez-vous autant l'Etat ? " Le gouvernement a peur que nos rapports soient publiés",



Murat Melet (IHD, Van)

Depuis la rupture des négociations, la situation empire de jours en jours : en 2016, l'IHD a constaté 10 100 violations des droits de l'homme et plus de 20 assassinats de femmes. Les méthodes employées font dramatiquement penser aux exécutions des années 1970, au sombre massacre de *Kizildere* au cours duquel *Mahir Cayan* a été éliminé. Murat évoque aussi l'histoire d'une femme de la province de Van accusée d'être membre du PKK. Son village a été encerclé et l'assaut n'a pas été conduit pour procéder à son arrestation mais pour procéder à son exécution.

C'était en avril 2016.

Un rapport est en cours de rédaction sur la situation dans le village de *Kurukoy, Xerabe Bava* en kurde, qui a été assiégé pendant 19 jours. Des villageois ont été torturés, des maisons incendiées, des animaux tués... *Xerabe Bava* était un village assyrien au très riche patrimoine historique : maison assyrienne et troglodyte, église assyrienne... D'après les observations de l'IHD, tous ces biens ont été détruits, les maisons troglodytes bombardées. Murat Melet insiste sur le fait que les opérations militaires qui ont lieu dans les villages de l'est de la Turquie ne visent pas seulement les habitants mais également le patrimoine historique et culturel des minorités : comme à Bagdad ou à Palmyre, on s'attaque au patrimoine de l'humanité.

« Lorsque nous avons réussi à pénétrer dans Xerabe Bava, toutes les traces avaient déjà été nettoyées, les grabats retirés tout comme les corps. Nous nous basons donc principalement sur les témoignages et nos observations, mais le gouvernement veut nous empêcher de publier nos rapports. Nous sommes obligés de travailler clandestinement puisque nous ne pouvons plus utiliser ni nos boîtes mail ni nos téléphones, nous nous rencontrons dans des lieux publics afin d'échanger, communiquer et rédiger nos rapports »

L'an dernier, suite à de nombreuses missions d'observation, un rapport sur les crimes commis à Cizre a été publié en anglais et envoyé à l'ONU. La sanction fut immédiate : les membres ayant participé à la rédaction et les co-présidents de la section de Van ont été emprisonnés. Depuis, tous les rapports sont publiés de manière anonyme et les missions d'observation se déroulent dans la plus grande discrétion.

Pour l'IHD qui existe depuis 1986 et la situation est inédite : *« J'ai vu les années 70-80 et pourtant je n'ai jamais rien vu de tel »* affirme *Abduselam Inceören*, secrétaire de l'antenne de l'IHD à Diyarbakir.

"Nous n'avons jamais vu un tel déploiement de forces militaires. Une guerre est en train de se préparer et a même déjà commencé dans certaines régions de Turquie. Une guerre avec une technologie de pointe : la surveillance est très forte, les écoutes, les fichages, les systèmes de surveillance Dans ces

conditions, il nous est presque impossible de lutter".

Le ministère de la justice a déclaré que les opérations militaires vont se poursuivre et que tous les complices, les collaborateurs, les amis des terroristes seront d'une manière ou d'une autre éliminés. Pour A. Inceoren, la Turquie n'est " plus un Etat de droit, il n'y a plus de séparation des pouvoirs : le pays est contrôlé et administré à coups de décret-loi et malgré tout ce qui s'y passe, les violations des droits de l'homme, la censure, les violences... l'Europe ne fait rien".

Aujourd'hui le constat est global et partagé à la fois par A. Inceoren, M. Melet, M.Ocarlik : les droits de l'homme ont reculé au profit de supposés droits sociaux et économiques. Les organisations européennes de la société civile doivent faire pression sur les autorités turques.

Mais l'Europe se terre dans son silence, refuse de faire pression sur le gouvernement turc. Si l'IHD est encore ouverte aujourd'hui, ce n'est ni grâce au soutien des instances européennes, ni pour qu'elle puisse continuer à dénoncer l'ampleur des violations des droits de l'homme en Turquie, mais bien parce que le gouvernement a besoin de ses services. Comme nous l'explique Murat Melet :

"Ils ne peuvent pas supprimer notre association car ils ont besoin de nous : nous sommes les principaux intermédiaires entre le gouvernement et le PKK, notre rôle est essentiel. Nous avons géré à plusieurs reprises les négociations entre le PKK et l'Etat. En ce moment, le PKK a 14 otages militaires : l'Etat nous a demandé d'aller les chercher mais la situation de guerre nous empêche de poursuivre la démarche et de nous rendre à Hakkari, dans les montagnes".

« Nous vivons avec la peur que chaque jour soit notre dernier jour d'homme libre. Aujourd'hui, l'opposition en Turquie n'est pas uniquement contre Erdoğan mais elle se construit contre un système politique et économique que nous refusons : c'est toute une mentalité, une organisation politique, économique et sociale contre laquelle nous devons lutter. C'est pour faire vivre une nouvelle société plus humaine, pour que le paradigme qui est en train de prendre racine au Rojava s'étende à la Turquie et à d'autres endroits du monde, c'est pour



Dans les bureaux encore ouverts de l'IHD à Van

la paix l'égalité et la liberté que nous luttons. Si la guerre qui a lieu au Kurdistan turc s'installe sur toute la Turquie, la Turquie se transformera en Syrie. L'Europe sera touchée et des affrontements auront lieu en Europe entre Turcs et Kurdes : l'Europe peut aussi s'embraser. Il ne s'agit pas d'un conflit entre les peuples mais bien d'une question de respect des droits humains et de rapport de domination ! »

EKOJIN : "la théorie mise en pratique"

EKOJIN existe depuis 5 ans : c'est une griffe, une marque apposée sur les produits vendus par différentes coopératives qui ont décidées de travailler ensemble afin de ne pas utiliser les moyens de production et les circuits classiques de distribution. Toutes les activités sont organisées en " communes" portées par un ou plusieurs ateliers répartis à travers toute la Turquie mais majoritairement dans la région du Kurdistan. Le terme " commune" doit ici se comprendre comme une fédération d'associations ouvrières de production agricole se trouvant à la base de l'organisation politique et économique locale. Les coopératives et les ateliers portent tous des noms différents mais tous produisent sous la marque EKOJIN. Cette organisation

en "commune" correspond à la mise en application du paradigme d'Öcalan, l'un des piliers de cette thèse étant l'économie. Il s'agissait donc de mettre en application l'idée de "commune" à travers la création de coopérative de production et d'un réseau de distribution fonctionnant dans des circuits fermés de particuliers. Ces réseaux sont, entre autre, destinés aux familles qui ont été victimes de massacres ou qui ont subi des destructions matérielles, leur permettant d'avoir une activité professionnelle et un revenu. Le principe des communes est le fonctionnement en autonomie, et le refus d'être sous le contrôle d'un distributeur : EKOJIN dispose de sa propre structure chargée d'écouler les produits sur le marché, hors des grandes chaînes de distribution et uniquement dans les magasins locaux. Les productions locales sont envoyées dans d'autres régions en échange d'autres productions locales afin de diversifier les ventes. Des fruits séchés à la production de fromage en passant par la confection de vêtements, les productions se veulent écologiques. Les différents ateliers travaillent en effet à de nouvelles méthodes de culture qui s'éloignent le plus possible des cultures intensives occidentales : élevage de lombrics afin d'aérer la terre et la rendre plus fertile, absence d'engrais chimiques ou de pesticide... la pratique du compostage a également été développée afin de produire de l'engrais naturel et de l'énergie, par sa fermentation. Les "communes" sont de taille assez réduite afin que chacun puisse subvenir complètement à ses besoins grâce à son travail au sein de la coopérative.



Les dernières femmes travaillant pour EKO-JIN à Van



On estime à 30 le nombre de "communes" de femmes qui travaillaient pour EKOJIN

Depuis leur mise sous tutelle, les activités d'EKOJIN ont été fortement réduites, les aides ont cessé et de nombreux contrats ont pris fin. Il y a eu de nombreuses garde-à-voir à travers toute la Turquie suivies de nombreuses arrestations, ce qui a effrayé un grand nombre des femmes qui travaillaient pour les différents ateliers et qui ont préféré s'éloigner des activités de la coopérative afin de protéger leur famille : "A Van, près de 300 femmes travaillaient dans les communes du réseau EKOJIN. Aujourd'hui nous ne sommes plus que 5 et la seule activité que nous menons encore est la confection de plats pour des particuliers" rapporte l'une des femmes tenant la boutique encore

60 femmes, qui travaillaient dans les communes de Mersin, ont été arrêtées, les autres sont obligées de mener maintenant des activités dans l'ombre : elles ne travaillent plus pour EKOJIN et son système de "commune" mais elles essayent de maintenir une production locale en continuant d'offrir aux femmes un emploi décent. 4 femmes sont encore détenues et d'autres sont en fuite.

Production d'EKO-JIN

Les femmes des "communes" ont été les premières victimes du pouvoir central, l'organisation en "commune" étant considérée comme une orientation idéologique mettant en danger l'intégrité de la nation. *"Même si l'Etat souhaite mettre fin à nos activités en tant que coopérative, il n'arrivera pas à mettre fin aux activités concrètes que nous menons toutes en tant qu'individu, en tant que kurde. Des bostan (jardin gérés collectivement) s'ouvrent partout à Van et Diyarbakir, des hommes et des femmes y travaillent et la production est revendue dans les quartiers ... notre victoire est celle de la diffusion de nos idées. Nous voulons voir fleurir notre rêve, le rêve d'Öcalan !".* (propos recueillis auprès de l'une des responsables d'EKOJN qui souhaite rester anonyme pour des raisons de sécurité)

Journalisme en Turquie avec SUJIN "pour en découdre"

"SUJIN est le nom d'une grosse aiguille à coudre utilisée par nos grands-mères : c'est toute l'image que nous voulons véhiculer. Il s'agit de planter l'aiguille dans le langage médiatique, de recoudre la vérité et la réalité, de revenir à nos traditions ... il faut devenir universel tout en protégeant nos racines". Le décors est planté d'entrée de jeu lors de notre rencontre, à Diyarbakir, avec la fondatrice de SUJIN, journaliste féministe en ligne, accompagnée de deux de ses correspondantes bénévoles. Cette rencontre eut lieu en toute discrétion

165 journalistes, en effet, sont actuellement emprisonnés en Turquie, la plupart sous l'accusation de soutien au terrorisme. Près de 200 médias fermés, près de 45 journaux suspendus, des centaines de journalistes se vont vus retirer leurs carte de presse ou emprisonnés ... Etre journaliste en Turquie c'est entrer en guerre pour la vérité contre un gouvernement qui n'hésite pas à tuer pour que règne le mensonge.



De ce fait, il est compliqué de pouvoir rencontrer des journalistes qui acceptent de parler de leurs activités : un grand nombre travaille sans carte de presse, ce qui est interdit en Turquie, d'autres craignent pour leur sécurité et leurs proches.

SUJIN est née sur les cendres de JINHA, la première agence de presse féminine au monde qui voulait montrer le monde à travers les yeux des femmes, fermée par le gouvernement le 1^{er} novembre 2016. D'autres journalistes ont par la suite rejoint SUJIN, après la fermeture de leurs propres journaux. *"Nous sommes actuellement 36 correspondants travaillant bénévolement pour SUJIN, nous n'avons ni les moyens d'avoir des locaux ni d'avoir des salariés, nos reporters envoient et publient directement de chez eux".*

Prolongeant les idées de la *Jinéologie (la science de la femme)* sur le terrain du journalisme, SUJIN cherche à briser la domination de l'homme sur la femme en la rendant visible et importante dans tous les domaines. SUJIN cherche donc à montrer le monde à travers l'expérience des femmes, à montrer le Moyen-Orient à travers ce que vivent les femmes. Leur réseau de correspondantes s'étend de la France à l'Iran, ce qui leur permet d'évoquer des événements et de soulever des problèmes internationaux en conservant leur approche spécifique : faire voir le monde à travers les yeux des femmes du monde entier.

Après la tentative de coup d'Etat, le gouvernement a cherché à réprimer et à cacher les crimes qu'il a commis à l'Est mais l'information se propage sur internet, et le travail effectué par les journaux en ligne pèse maintenant plus que la presse papier.

L'opposition politique et la campagne pour le référendum

La campagne officielle pour le référendum a été lancée le 16 février 2017 dans un contexte marqué par des conflits et d'importantes dérives totalitaires. Le référendum et les enjeux électoraux ont été au cœur de nos discussions, lors de nos entretiens avec les représentants du HDP et du DBP. Nous avons rencontré *Yunus Pasim* à Van, quelques jours après les festivités du Newroz. Vice co-président de la section de Van du HDP, il dresse le portrait d'un gouvernement qui entrave le droit fondamental de l'opposition politique à mener une campagne pour le référendum, d'une société où la liberté d'expression et d'association n'est plus respectée et où toutes les oppositions à l'AKP sont bâillonnées, enfermées voire éliminées.

Entretien réalisé le 28 mars avec Yunus PARIM Vice co-président HDP (section de Van)

→ Le NEWROZ

"Le Newroz a marqué l'apogée des obstacles auxquels nous nous trouvons confrontés. Malgré tout, les gens se sont déplacés par milliers pour se réunir en ce jour, symbole de résistance et d'insoumission. Les Kurdes ont donné un message politique clair : la répression ne nous fait pas peur. Nous sommes très fiers de ce qu'il s'est passé ce 21 mars à Diyarbakir et à Van, nous pensons que notre travail a porté ses fruits".

→ Le contexte politique

"Ici on fait de la politique dans un contexte de guerre. Des que nos militants se rendent dans les quartiers pour faire campagne, ils sont suivis par des tanks et des camions de police, la distribution de tract, est interdite et nous ne pouvons pas diffuser nos slogans dans la rue. Il y a 3 jours, à Caldiran, un district de la province de Van, 38 membres du HDP ont été arrêtés dont 20 placés en détention. Il y a une semaine à Ozalp, lors d'une opération militaire, tous les dirigeants du HDP ont été placés en garde à vue dont deux maintenus en détention : il s'agit d'intimidations quotidiennes".

→ La campagne pour le "NON" (Na en kurde)

"Cette campagne de l'opposition est complètement divisée, ce qui l'affaiblit. Il n'y a pas de lien, pas de



coopération entre les différents partis qui font campagne pour le "NON" : les motivations sont différentes pour tous les partis et aucun n'est prêt à coopérer. Le parti kémaliste (CHP) souhaite conserver le statu quo, le MHP (extrême droite) est lui-même soumis à des divisions internes mais est en faveur d'une politique agressive contre les Kurdes, alors que le HDP lutte pour un

changement et une ouverture : comment pourrions-nous travailler ensemble"?

→ **Entre fraude et pression**

"Le référendum aura lieu dans deux semaines et pour l'instant, le "NON" est donné gagnant par tous les instituts de sondage (51.5% pour le "NON" ; 48.5% pour le "OUI"). Nous voyons déjà la fraude sévir sous nos yeux : avant les urnes étaient surveillées par des fonctionnaires maintenant elles le seront par des membres de partis politiques tirés au sort ; les bureaux de vote sont transférés de villes HDP vers des villes pro AKP ; des voitures circulent dans les villages hurlant dans des haut-parleurs qu'il y aura des conséquences si le NON passe ... Il y a 2 970 000 électeurs turcs en Europe : leur vote sera décisif".

→ **La situation à Hakkari**

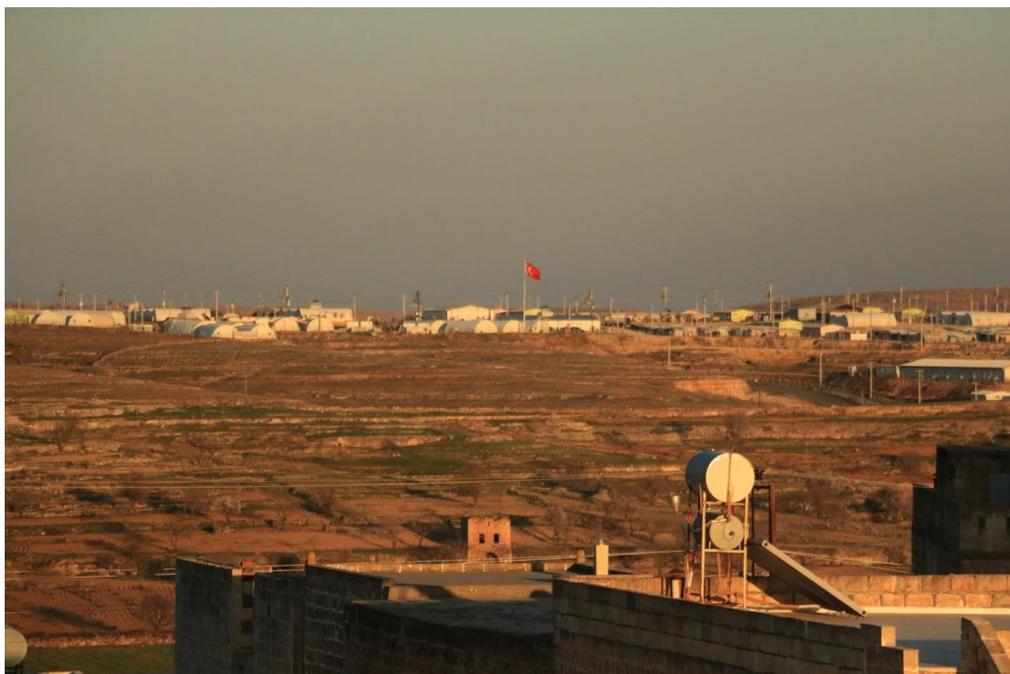
"La situation à Hakkari illustre l'étendue des pressions que nous subissons. Le DBP avait prévu des meetings à Hakkari et Yuksekova qui ont été interdits, tous les rassemblements publics des membres du HDP ou du DBP sont dispersés violemment par les militaires. Dans la région, personne ne peut faire campagne publiquement pour le "NON". La situation est très compliquée car nous y sommes menacés : si le "NON" l'emporte, le gouvernement lui enlèvera le statut de chef-lieu et le transformera en district ce qui affaiblira et réduira les investissements dans la ville. Il y aura par exemple un déplacement de la préfecture, ce qui entraînera des pertes d'emplois, une diminution de la population, une baisse de la production économique ... cette menace est très efficace".

→ **Entre arrestation et destitution : état de l'opposition**

"Notre travail devient de plus en plus compliqué à réaliser tant les pressions sont importantes et nos moyens dérisoires. En face de nous, nous avons un pouvoir disposant de moyens énormes mettant tout en œuvre pour nous faire taire. Nous nous battons avec nos valeurs alors qu'ils se battent avec des armes administratives et de très hautes technologies : liberté, égalité, paix contre arrestation, tank et torture. Les emprisonnements visent à réduire le nombre de nos militants. Sous contrôle judiciaire, ils ne peuvent plus participer activement, certains ont peur pour leur famille et se tiennent en retrait des organisations politiques. Des milliers de fonctionnaires sympathisants ont été licenciés ce qui nous a énormément affaiblis excluant par la même l'opposition du corps de l'Etat. Le milieu des affaires a également été touché, les entreprises et nos financeurs subissent un fort affaiblissement de leurs activités, ce qui est clairement planifié, programmé pour nous toucher également sur le plan économique. Les arrestations de nos cadres créent des vides dans la direction du parti ce qui impacte nécessairement la base militante : après avoir arrêté nos leaders, ils arrêtent maintenant de simple citoyens".

Le camp de Midyat

En juin 2016, les Amitiés kurdes de Bretagne ont animés des ateliers dans le camp de *Fidanlik* à Diyarbakir, camps où ont été accueillis près de 6 000 réfugiés Yézidis ayant fui l'attaque de DAESH sur le Sinjâr en août



2014. Ces quelques semaines de travail ont permis de nouer des liens, de connaître individuellement les enfants puis les parents, de mieux comprendre la communauté, sa religion, sa culture... les entretiens nous ont permis de questionner le fonctionnement de la société Yézidis et par la même de créer des contacts qui ont su perdurer dans le temps.

camp de Midyat

Suite à l'arrestation de *Gültan Kisanak* et de *Firat Anli*, les co-maires de Diyarbakir, le camp de *Fidanlik* a été fermé sur décision du gouverneur AKP et les occupants du camp, déplacés vers Midyat, dans un camp de l'AFAD (*La Direction de la gestion des catastrophes et des urgences, rattachée et placée sous le contrôle du bureau du premier ministre*). Nous sommes alors restés en contact avec plusieurs personnes du camp et avons convenu d'un rendez-vous avec *Merat* (*nom d'emprunt*), dans le camp de l'AFAD à Midyat. La veille de notre arrivé, alors que nous étions à Mardin, *Merat* nous contacte pour nous informer qu'il est désormais interdit à tout étranger ainsi qu'à toute personne n'ayant pas de proche dans le camp, d'y pénétrer. Nous n'avons donc pas pu rencontrer *Merat* dans l'enceinte du camp mais en dehors, lors des courtes permissions, entre leur temps de travail dans un hôtel de luxe et le retour derrière les bâches blanches du camp de Midyat. Nous n'avons donc pu discuter que 30 minutes avec *Merat*, 30 minutes pendant lesquels nous avons essayé de savoir quels sont leurs conditions de vie dans ce camps de l'AFAD, comment s'est passée l'expulsion du camp de *Fidanlik*. Les réponses resteront évasives et la parole beaucoup moins libre que lorsque nous avons ces même discussions dans le camp de *Fidanlik*.

Entretien réalisé le 25 mars avec *Merat* dans un parc de Midyat



→ L'expulsion de *Fidanlik* et l'arrivée à Midyat

"Nous sommes arrivés il y a près de deux mois au camp de Midyat. On nous a prévenus la veille que le camp allait être démantelé et que nous serons donc déplacés. 10 jours ont été nécessaires pour nous installer complètement dans le camp de Midyat, nos affaires ont pris beaucoup de temps pour arriver de Diyarbakir jusqu'ici mais nous avons pu tout récupérer. La plupart des personnes qui étaient à Fidanlik ont été déplacées ici mais certaines familles sont parties à Batman où elles ne sont pas dans des camps de l'AFAD mais dans des logements particuliers, aidées et soutenues par les locaux".

→ Les conditions de vie et les rapports avec les arabes

"Nous n'avons pas les mêmes conditions de vie ici que celles que nous avons à Fidanlik. Nous n'avons pas toujours accès à l'eau, ni à l'électricité et la cohabitation avec les Syriens Arabes est difficile : nous sommes près de 2 000 Yézidis et il y a près de 4000 arabes. Il y a des tensions mais pour le moment il n'y a pas de conflit ouvert, c'est ce que nous craignons. Le traitement n'est pas le même entre les Yézidis et les Arabes ce qui attise les tensions. Contrairement à Fidanlik, nous ne pouvons pas sortir du camp, nous ne sommes autorisés à sortir en ville que le samedi après-midi pendant 3 heures. Le reste du temps nous sommes enfermés.

Mais il y a une école primaire pour les enfants et plusieurs d'entre nous ont réussi à trouver du travail en dehors ce qui nous permet de sortir pour acheter de la nourriture que nous ramenons au camp".

Les dernières nouvelles du mois d'avril rapportent une détérioration des conditions de vie dans le camp pour les Yézidis, particulièrement concernant l'accès aux soins et l'hygiène. Les tensions qu'évoquaient *Merat* sont attisées par une politique de ségrégation qu'entretiennent les administrateurs du camp, ségrégation basée sur les pratiques religieuses. Les Yézidis seraient ainsi interdits d'accès dans certaines zones du camp pour les tenir éloigner des lieux de prière. Pratiquer leurs propres rites à l'intérieur du camp leur serait également interdit.

Quand la Turquie sombre...

"Ici on fait de la politique dans un contexte de guerre" nous expliqua Yunus Parim : ses mots sont justes, la Turquie est visiblement rentrée en guerre. Une guerre que certains qualifient de civile alors que d'autres parlent d'une probable balkanisation du conflit intra-turc risquant de transformer la Turquie en nouvelle Syrie ... Ce qui est évident est que le Kurdistan turc se prépare à vivre des années encore plus sombres que celles des années 1990. A cette militarisation massive s'ajoute une islamisation sans précédent de la société, un abandon de la sacro-sainte « laiklik » (la laïcité turque) jusqu'ici intouchable tant le respect pour le fondateur de la République était grand.

Notre arrivée à Nusaybin fut de ces moments pesants où l'atmosphère devient plus lourde que les



tanks qui entourent les bureaux des brigades anti-terroristes. De nouveau, notre arrivée n'était un secret pour personne : les militaires nous attendaient au checkpoint, pour "veiller à notre sécurité", et nous escorter vers les bureaux de la brigade anti-terroriste. Les questions sur notre présence, nos identités, nos activités en France occupèrent le temps pendant qu'une dizaine hommes, certains arborant fièrement le symbole des loups gris sur la crosse de leurs armes, occupaient l'espace : un

long couloir menant vers les cellules -Au bout du couloir, dans le bureau du chef de la brigade, un homme, le regard perdu dans le vide attend : lacets défaits, ceinture déposée, chemise ouverte. Une dénonciation sur de simples soupçons ont fait d'une cellule de prison l'horizon proche de son avenir, horizon que partagent plusieurs milliers de détenus qui surpeuplent les cellules carcérales.

La Turquie est un pont aux multiples arches. Un pont culturel entre l'Occident et l'Orient, un pont religieux entre monde musulman et monde chrétien, une arche entre l'Asie et l'Europe et une barrière idéologique : ancienne frontière avec le communisme et aujourd'hui ultime barrière face à l'islamisme. La Turquie est entrain de réaffirmer son ancrage religieux et culturel, de développer l'Islam en réponse à la culture chrétienne de l'Europe. Ce repositionnement se traduit sur le plan international, par une volonté de s'éloigner des normes considérées comme inhérente aux sociétés libérales occidentales, telle l'abolition de la peine de mort. Cette réaffirmation identitaire passe par une réaffirmation culturelle, une volonté de marquer le présent du sceau de la culture turque, d'effacer l'héritage multiculturel d'une région, berceau de multiples civilisations millénaires. La destruction du patrimoine historique de *Sur* et de *Kurukoy*, la mise sous les eaux des grottes troglodytes d'*Hasankeyf*, les déplacements démographiques à *Maras* ... tous ces éléments témoignent d'une volonté de faire fi du passé pour construire un nouveau présent, dans lequel minorités et opposition n'auraient plus de place. La répression qui s'abat sur les Kurdes et sur l'opposition en Turquie suit des méthodes bien connues des dictatures au Moyen-Orient et déjà expérimentées en Turquie. Alors que l'opposition légale du HDP est considérée comme terroriste par Erdoğan et que l'opposition du PKK est considérée comme « terroriste » par les instances internationales, les Kurdes de Turquie ont le sentiment de voir s'éloigner tout espoir de résolution du conflit.

L'Occident regarde l'Orient avec méfiance et défiance, pieds et mains liés par un pacte migratoire

signé avec un homme qui annonce le chaos et la fin des tractations politique en direction de l'Union Européenne. La réorientation géopolitique de l'Etat turc place l'Union Européenne face à ses propres faiblesses, ses propres failles : le chantage aux migrants, clé de voûte du rapport de force institué par Erdoğan, pose la question de notre absence de prise de position en Turquie, mais également en Syrie, au moment opportun. Il est urgent que l'Union Européenne, et les divers Etats qui la constituent, prennent la mesure de ce qui est en train de se dérouler aux portes de l'Europe et agissent avant que le conflit ne se répande sur tout le territoire turc et que le dialogue avec une opposition politique démocratique construite ne devienne totalement illisible. Il est nécessaire que les instances internationales demandent la libération des co-présidents du HDP et des prisonniers politiques détenus de manière arbitraire dans des conditions qui violent les conventions de Genève. Il faut exiger de la Turquie un respect des instances démocratiques, une transparence quant à la gestion des réfugiés et des déplacés et la protection des minorités et du patrimoine culturel et historique de l'humanité présent sur son sol.

La cohabitation entre les diverses minorités de la plaine de Mésopotamie est menacée

Le monastère *Mor Hananyo* est un monastère orthodoxe dominant la plaine mésopotamienne à quelques kilomètres de la frontière syrienne. Construit au VI^{ème} siècle après JC, il fut d'abord dédié au culte du soleil avant de devenir le siège du patriarcat de l'église syrienne orthodoxe, au début du XIX^{ème} siècle, après plusieurs siècles d'inoccupation. L'araméen est la seule langue utilisée au sein du monastère qui héberge plusieurs dizaines de moines syriaques. La situation des chrétiens d'Orient en Irak et en Syrie évoque de sombres souvenirs aux habitants du monastère qui nous racontent comment leurs ancêtres ont dû fuir la Turquie par milliers au début du siècle dernier afin d'éviter les massacres. DAESH invoque le spectre des crimes commis par les Jeunes Turcs au début du XXI^{ème} siècle, l'extermination des Arméniens, des Yézidis, des Chrétiens... la volonté d'uniformiser l'empire ottoman pour le soumettre au pouvoir des turcs. *"Jusqu'ici, nous explique Kaşıço, guide et habitant du monastère, nous observons la situation en Syrie et en Irak avec compassion mais sans trop de crainte puisque nous sommes en Turquie, qu'une frontière nous sépare de DAESH et que le gouvernement turc ne nous était jusqu'alors pas hostile. Hélas la situation évolue et la peur gagne : non pas la peur de DAESH mais celle d'Erdoğan qui menace la paix et la cohabitation entre les diverses minorités de la plaine de Mésopotamie"*. Les relations entre le monastère et le gouverneur AKP de Mardin se tendent depuis plusieurs semaines, et plusieurs moines envisagent de trouver refuge dans d'autres monastères, en dehors de la Turquie. Le soleil se couche sur la plaine de Mésopotamie et, entre les murs couleur safran du monastère, une question à envahie tous les esprits : combien de temps encore la paix va-t-elle durer ?



Monastère Mor Hananyo